

Accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres

Publié le 28 août 2016 à Nairobi au Kenya, le rapport sur le développement humain 2016 révèle que les disparités entre les genres coûtent à l'Afrique subsaharienne 95 milliards de dollars par an.

« L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sont une cause juste, et un impératif pour le développement. » Ainsi s'exprimait Helen Clark, l'Administrateur du PNUD à l'occasion de la cérémonie de lancement du rapport sur le développement humain 2016.

« Si l'on parvient à combler les écarts entre les hommes et les femmes sur le marché du travail, dans l'éducation, dans la santé et dans d'autres domaines, a-t-elle poursuivi, alors il sera possible d'accélérer l'éradication de la pauvreté et de la faim. »

Le rapport du PNUD analyse les facteurs politiques, économiques et sociaux qui entravent la promotion de la femme en Afrique et propose des politiques et des mesures concrètes pour combler l'écart entre les genres. Il s'agit notamment de corriger la contradiction entre la législation et la pratique afin de passer d'une égalité des genres juridique à une égalité de fait,

de rompre avec les normes sociales préjudiciables aux femmes et de transformer les cadres institutionnels discriminatoires, en vue de garantir la participation économique, sociale et politique des femmes.

En particulier, le rapport estime que les pertes économiques totales annuelles dues aux écarts entre les genres sur le marché du travail depuis 2010 atteignent 95 milliards de dollars US en moyenne en Afrique subsaharienne, culminant à 105 milliards de dollars en 2014, soit 6 % du PIB régional.

Les normes sociales sont un obstacle évident aux progrès des Africaines, limitant le temps qu'elles peuvent consacrer à leur éducation et à un travail rémunéré, et les empêchant d'accéder à des ressources économiques et financières. Par exemple, dans 71 % des cas, ce sont les femmes qui vont chercher de l'eau, une tâche à laquelle elles consacrent, collectivement, 40 milliards d'heures par an. Et elles sont moins nombreuses que leurs concitoyens hommes à détenir un compte bancaire ou à accéder au crédit.

De même, la santé des Africaines pâtit considérablement de pratiques néfastes telles que le mariage précoce ou la violence physique et sexuelle, sans oublier une mortalité maternelle élevée – les femmes les plus exposées étant celles en âge de procréer. Selon le rapport, une augmentation de 1 point de pourcentage du taux de natalité chez les adolescentes entraînerait une hausse du taux général de mortalité chez les femmes adultes d'environ 1,1 point de pourcentage.

« Si les disparités actuelles entre les genres persistent, les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union africaine resteront un vœu pieu et ne pourront pas se concrétiser », a déclaré le Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du PNUD Abdoulaye Mar Dieye. « Comblent cet écart entre hommes et femmes mettrait non seulement l'Afrique sur la voie d'une croissance économique à deux chiffres, mais contribuerait également de façon décisive à la réalisation de ses objectifs de développement ».

En particulier, le rapport estime que les pertes économiques totales annuelles dues aux écarts entre les genres sur le marché du travail depuis 2010 atteignent 95 milliards de dollars US en moyenne en Afrique subsaharienne, culminant à 105 milliards de dollars en 2014, soit 6 % du PIB régional, compromettant de ce fait les efforts du continent en faveur d'un développement humain et d'une croissance économique inclusifs.

Source : *PNUD*